

ILS VEULENT GÉRER LE CAPITALISME, NOUS VOULONS VIVRE !

Nous vivons une crise sanitaire majeure, qui a causé des milliers de mort-e-s dans le monde et qui menace nos vies au quotidien. Des centaines de décès en France ce 23 mars dus au Covid-19, et un pic épidémique à venir que les scientifiques ne parviennent pas à dater : fin avril ? mi-mai ? Partout c'est le manque chronique d'équipements de protection, de matériels et d'effectifs pour le personnel soignant, qui commence à être confronté à un « tri » entre les malades.

Sud Union syndicale
Solidaires
BOUCHES-DU-RHÔNE
WWW.SOLIDAIRES13.ORG

**LA SITUATION SANITAIRE EXIGERAIT UN
CONFINEMENT STRICT, AVEC LES
MESURES LE RENDANT POSSIBLE
QUELLES QUE SOIENT NOS SITUATIONS.**

Mais de très nombreux salarié-e-s sont contraint-e-s de se rendre au travail, alors qu'ils n'exercent pas des activités de production et de services socialement nécessaires et urgentes ! Les transports publics circulent toujours, favorisant la propagation du virus. Quotidiennement des salarié-e-s sont ainsi exposé-e-s à un risque de contamination, pour « préserver l'économie ».

**DROITS AUX CONGÉS PAYÉS, 35 HEURES...
LA LOI "URGENCE CORONAVIRUS" VA REVENIR
SUR LES CONQUIS SOCIAUX... SANS DATE LIMITE**



**NOS VIES VALENT PLUS
QUE LE PIB !**

C'est le sens de la loi de finances rectificative, votée - à l'unanimité - jeudi 19 mars, à l'Assemblée nationale, faite pour le patronat : 35 Mds de report de cotisations et d'impôts, 8,5 Mds pour financer le chômage technique, 1 Mds pour des aides aux petites entreprises et 300 Mds de prêts garantis aux entreprises. A côté de ça, le gouvernement n'accorde que 2 Mds de dépenses supplémentaires pour la Santé et aucune mesure financière n'est prise pour les salarié-e-s !

Pire que ça, grâce à la loi d'urgence votée le 20 mars, le gouvernement aura désormais la capacité de déroger au Code du travail par des ordonnances, c'est-à-dire de décider, par exemple, d'accroître la durée du travail, de remettre en cause les congés, de travailler le dimanche... Et pour la prochaine étape ? La suppression du droit de grève, comme cela vient d'être décidé au Portugal ? Alors même que la grève - avec le droit de retrait - est encore un moyen efficace, dans la période actuelle, de faire cesser une situation dangereuse pour les salarié-e-s.

LES APPELS À « L'UNITÉ NATIONALE » OU À « L'UNION SACRÉE », RELAYÉS PAR L'ENSEMBLE DES ÉLU-E-S POLITIQUES, NE SAURAIENT DISSIMULER LA RÉALITÉ DES FAITS

Ce gouvernement - comme ses prédécesseurs - est directement **responsable du manque de moyens matériels et humains** dans lequel se trouve le secteur hospitalier qui lutte contre l'épidémie (4178 lits hospitaliers supprimés en 2018 !) Cette épidémie est aujourd'hui plus mortelle à cause des politiques libérales menées, qui cassent l'hôpital public comme l'ensemble des services publics.

Attentiste durant 2 mois malgré les recommandations de l'OMS, **les mesures prises par le gouvernement ne sont toujours pas suffisantes** pour ralentir l'épidémie et exposent des millions personnes à la maladie et à la mort.

Le gouvernement est davantage mobilisé pour le « sauvetage de l'économie », en **distribuant massivement l'argent public au patronat** et en réservant aux salarié-e-s une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

AUJOURD'HUI LA SEULE MESURE EFFICACE EST D'ARRÊTER TOUTES LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET DE SERVICE QUI NE SONT PAS SOCIALEMENT NÉCESSAIRES ET URGENTES.

A quoi bon fermer les écoles et préconiser le confinement si des centaines de milliers de salarié-e-s doivent travailler les un-e-s aux côtés des autres ?

Pour celles et ceux qui continuent de prendre en charge ces activités socialement nécessaires et urgentes, des mesures réellement adaptées à la protection des salarié-e-s doivent être immédiatement mises en place, avec un contrôle quotidien de leur application.

Pour celles et ceux qui sont aujourd'hui en arrêt de travail, total ou partiel, quel que soit leur statut (CDD, Intérimaires, intermittent-e-s...), nous revendiquons que toutes et tous bénéficient du maintien de leur rémunération.

IL Y A DE L'ARGENT POUR FINANCER CES MESURES, MAIS IL FAUT FAIRE D'AUTRES CHOIX POLITIQUES.

Alors que nos gouvernants, main dans la main avec le patronat, sont avant tout préoccupés par le maintien de la croissance économique, nous devons absolument

respecter la nécessité de confinement, aussi longtemps qu'il le faudra, et renforcer notre solidarité par tous les moyens possibles.

Cette crise sanitaire survient alors que, depuis le 5 décembre, des millions de salarié-e-s, de retraité-e-s, de précaires, de privé-e-s d'emploi, de jeunes construisent une grève interprofessionnelle pour exiger le retrait du projet de loi de retraites à points, et défendre le maintien et l'amélioration d'un modèle de protection sociale solidaire et intergénérationnel.

CETTE CRISE SANITAIRE NOUS CONFORTE DANS NOS REVENDICATIONS, MAIS AUSSI DANS LA NÉCESSITÉ DE TRANSFORMATION SOCIALE POUR TROUVER UNE ALTERNATIVE AU CAPITALISME.

Il est désormais de notre responsabilité à toutes et tous de lutter, avec encore davantage de force, pour imposer le maintien et le développement des services publics, de la protection sociale, de la sécurité sociale..., de l'ensemble des biens communs qui préservent et améliorent la santé des populations et de la planète.

Il est urgent d'imposer une autre répartition des richesses, pour travailler et vivre autrement, pour arrêter de subir, de souffrir, de mourir.

DÈS QUE LA SITUATION SANITAIRE LE PERMETTRA, LA MOBILISATION SOCIALE - CELLE DE TOUTES LES COLÈRES - DOIT RENAÎTRE, POUR IMPOSER UN AUTRE AVENIR !

